

Juste Terre!

n°128 - MAI 2016

www.vivre-ensemble.be
Suivez-nous sur Facebook et Twitter

SANS TOIT, IL N'Y A PLUS DE DROITS ! Charleroi et son cortège de clichés : misère sociale, urbanisme anarchique, clientélisme politique, immobilisme économique... et si on laissait une bonne fois pour toutes ces préjugés de côté et qu'on partait à la découverte du vrai Charleroi ? Une ville dont le cœur bat au rythme de la solidarité des habitants, une ville riche de leur créativité et de leurs nombreuses initiatives. Parmi elles, l'asbl « Solidarités Nouvelles », en pointe dans la lutte pour le droit au logement.



Nouvelles pauvretés et nouvelles solidarités

C'est dans les années '90 que l'abbé Paul Trigalet pose les fondations de l'association «Solidarités Nouvelles». A la base, **un objectif** : agir pour le droit au logement ; et **une conviction** : les personnes en situation d'exclusion sont les expertes de leur condition, et donc les mieux à mêmes de trouver les solutions adéquates, pourvu qu'on les assiste un peu. L'association se déploie d'abord dans la **ville basse de Charleroi**. Elle y organise des **permanences** pour accueillir des personnes fragilisées comme des **habitants de la rue en grande précarité**. Elle est aussi amenée à se mobiliser avec des personnes souffrant d'absence de reconnaissance, en particulier les **habitants de zones de loisirs et de campings**.

Aujourd'hui, à « Solidarités Nouvelles », **on s'occupe de logement sous toutes ses formes** : soutien individuel, formation au droit au logement, insertion sociale, travail de rue ; mais aussi ciné-débats ou jardin potager collectif. Autant de projets qui enjolivent la vie et enrichissent la palette de couleurs d'un pays qui est loin d'être seulement noir !

Une variété de services

« Solidarités Nouvelles » propose une gamme de projets et d'initiatives qui ont toutes pour dénominateur commun **le souci d'aider à relever celles et ceux que la vie a fait trébucher et qui ne savent plus où se poser** :

- mise en location d'une vingtaine de logements à loyer social pour des ménages en état de précarité ;
- travail de proximité avec les habitants de la rue, avec les personnes fréquentant le Resto du Cœur, avec les occupants de squats ;
- accompagnement et soutien de familles en situation d'expulsion (administrative, judiciaire ou illégale) ;
- animation de collectifs « Droit au Logement » à Charleroi (dont le groupe DAL Femmes), à Liège et à Mons ;
- actions d'interpellations médiatiques et politiques.

Toutes activités confondues, l'asbl touche régulièrement **plusieurs centaines de personnes sur ses différents territoires d'intervention**. Un **noyau dur** d'une cinquan-

Contre la pauvreté, je choisis la SOLIDARITÉ !



Les joyeux jardiniers de Jumet-la-Jolie



Un café et un morceau de pain :
une simple façon de garder le contact

taine de militants s'implique davantage dans les activités de l'association, dont la plupart se réalise sur le territoire du Grand Charleroi.

Parmi les nombreuses initiatives de « Solidarités Nouvelles », il faut épingleur le beau succès du **potager collectif, baptisé « Le jardin de la résistance à Jumet-la-Jolie »**

Cultiver la terre et la solidarité !

Sous la devise, « cultiver la terre et la solidarité ! », **une dizaine de jardiniers en herbe issus de la rue**, des squats ou de logements précaires se retrouvent deux fois par semaine pour travailler la terre. L'occasion pour des personnes qui n'ont souvent que le gris comme seul horizon de s'évader du centre-ville, de se changer les idées, de s'aérer l'esprit. Au rythme de chacun et dans le plus grand respect de l'environnement, on cultive, on partage, on apprend, on crée, on découvre, on débat... et « accessoirement » aussi **on produit de quoi se nourrir sainement !** C'est ainsi qu'en 2015, le groupe de 10 personnes a pu bénéficier d'un **repas de midi tout au long de la saison** et des excédents de production ont été répartis entre les bénéficiaires des projets de « Solidarités Nouvelles ». Des stocks de pommes de terre ont même été constitués tandis que topinambours, choux, carottes, poireaux ou navets ont été mis en bocaux à côté de confitures. De quoi permettre à beaucoup de **passer l'hiver plus confortablement**, mais aussi de continuer à proposer de la soupe pour les usagers de la **banque alimentaire** installée sur le site. En décembre dernier, c'est par un réveillon solidaire organisé par l'équipe des jardiniers que s'est terminée l'année. L'occasion de **moments conviviaux et festifs** comme ils se faisaient rares pour beaucoup de participants.

Une intense activité politique et médiatique ...

« Solidarités Nouvelles » c'est aussi une intense activité sur le front politique et médiatique. En effet, aux antipodes de certaines actions caritatives qui se contentent de « changer le pansement », l'association

veut surtout « penser le changement », c'est à dire **dénoncer les politiques qui fabriquent de la misère**.

Le défi ? Rompre la chape de silence et d'indifférence qui pèse sur le phénomène du « sans-abrisme ». C'est dans ce but que, par exemple, l'association participe depuis huit ans à l'organisation de la **journée des morts de la rue**.

On connaît tous le 11 novembre et ses commémorations de la fin de la Grande Guerre avec, en point d'orgue, l'hommage au soldat inconnu. Si la barbarie guerrière doit être rappelée et conjurée chaque année, nombre de personnes et d'associations ont choisi de signifier qu'aujourd'hui, **la barbarie économique et sociale qui pousse tant de citoyens dans la misère et la détresse mérite elle aussi d'être dénoncée** ; et ses victimes – anonymes ou non – de recevoir un hommage symbolique et fort.

Le 4 novembre 2015, à l'Hôtel de Ville de Charleroi, citoyens et associations diverses se sont donc réunies et se sont recueillies à la mémoire de celles et ceux qu'on a retrouvé un beau matin sur un banc ou sous un pont, **victimes de l'indifférence de notre société, de la violence silencieuse d'un système qui n'offre aucune perspective à ceux qui n'ont « pas eu de chance »**.

L'émotion était palpable à l'énoncé du nom des « victimes de l'année » : des amis, des connaissances, des bénéficiaires de projets accompagnés par les travailleurs sociaux mais qu'on n'a pas pu sortir de l'ornière, ou bien de simples « sans-abri inconnus ».



La Journée des morts de la rue

Pour « Solidarité Nouvelles », cette cérémonie veut mettre l'accent sur la dignité des personnes de la rue. Un combat qui a déjà abouti en partie, puisqu'au lieu de l'anonymat, les personnes décédés ont dorénavant droit à une plaque nominative sur leur sépulture. Une **petite victoire**, pour que dans cette société le sans-abri qui est déjà un « sans-nom », ne demeure pas sans identité dans sa dernière demeure...

■ **François Letocart**
Chargé de communication

De la rue à la rue, parcours et regards d'un militant

Denis Uvier est une des chevilles ouvrières de «Solidarités Nouvelles». A 59 ans, ce pur carolo a un regard clair et malicieux. D'un ton volubile et joyeux mais parfois grave aussi, il nous fait un récit pudique de son histoire tumultueuse : l'alcool, la rue, le désespoir... mais aussi la reconstruction et surtout son combat pour la justice, avec «Solidarités Nouvelles». Au service de celles et ceux qu'on fait semblant de ne pas voir aujourd'hui, Denis se consacre aux habitants de la rue. Dans celle-ci, il connaît tout le monde et tout le monde le connaît.



Juste Terre ! : En quoi consiste votre travail à « Solidarités Nouvelles » ?

Denis Uvier : Je suis un éducateur de rue. Mon travail consiste à aller à la rencontre des personnes errantes, à essayer de créer des liens avec elles, à les renseigner, les accompagner, à être à leur écoute. Je réalise aussi souvent des visites de squats dans la même optique. Enfin, je me suis assez bien impliqué dans la réalisation d'un projet de cabanes mobiles pour SDF. L'idée était d'offrir à des gens un logement « en dur », un refuge durant l'attente d'un vrai logement décent. Avec l'aide d'anciens sans abri et de divers bénévoles un projet expérimental de ce type a été lancé au jardin de Jumet-la-Jolie.

Juste Terre ! : Quelles sont les évolutions auxquelles vous avez assisté durant toutes vos années de travail de rue ?

Denis Uvier : Il y a 20 ans je côtoyais une quinzaine de SDF. Je faisais des rondes nocturnes pour rencontrer les

gens « sur le carreau ». On avait le temps de se parler, d'échanger, de se connaître. J'allais au Boulevard Tirou sermonner un jeune gars qui cassait des carreaux, un autre qui sortait de tôle me demandait d'aller offrir des fleurs à sa grand-mère... Mais je n'ai plus de temps pour ça : aujourd'hui, j'ai affaire à 200 personnes dans la rue. Je vérifie qui est là parce que le CPAS me le demande, mais je n'ai plus de vue d'ensemble. Je deviens un surveillant de rue : « *Je t'apporte une couverture parce que je ne peux plus rien faire pour toi, il y a trop d'autres urgences* », voilà ce que je dis...

Pour vous donner une idée, l'équipe des éducateurs de « Solidarités Nouvelles » traite aujourd'hui près de 600 dossiers, soit une centaine de dossier par travailleur. Tous les jours de nouvelles têtes arrivent alors qu'on n'a pas encore vu tout le résultat des exclusions du chômage !

Enfin, je dirais que j'aime mettre du lien mais je constate qu'aujourd'hui on a du mal à « travailler collectif », parce

Des cabanes mobiles pour SDF... Dénoncer la réalité sous forme de clin d'oeil





Rénover l'habitat urbain pour offrir un logement décent à tous : un énorme défi !

qu'il y a trop de gens, mais aussi trop d'individualisme. En termes de solidarité cela se traduit par des opérations marketing comme « Viva for life » qui ne se préoccupe pas des racines du problème, à savoir un modèle de société où la redistribution des richesses ne fonctionne plus.

Juste Terre ! : Confirmez-vous l'explosion du nombre de « sans-abri » dans nos villes ?

Denis Uvier : Bien sûr ! De ce que je vois, je dirais qu'en plus de nombreux squats, il y a aujourd'hui une augmentation des gens qui dorment dehors. Et ils dorment là où ils sont : ça peut être au pied d'un monument, sous un pont, dans un trou au bord de la route, sous la passerelle du nouveau bâtiment des contributions... «Solidarités Nouvelles» a identifié des dizaines de lieux de ce type à Charleroi, plus environ 130 squats, sans compter les gens qui dorment dans des voitures, des caravanes, des garages...

Et tout cela, ce n'est que la pointe de l'iceberg, on ne sait pas tout !

Alors quand j'entends les discours de certains politiciens par rapport à ce drame, les « Yaka » du genre « il suffit de les remettre au travail », alors que tout le monde sait bien qu'il n'y a pas de travail... ça me met vraiment en colère.

Juste Terre ! : Quels sont les problématiques actuelles les plus brûlantes dans le domaine du droit au logement à Charleroi ?

Denis Uvier : Actuellement on peut dire qu'on fabrique

du « sans-abrisme ». Dans le cadre d'un gigantesque plan de redynamisation du centre-ville (le plan Vauban), on constate la fermeture de nombreux bâtiments et le lancement d'initiatives sécuritaires. Le but est de renouveler le centre de la ville qui doit maintenant revenir à ceux qui ont les moyens.

Cela fait fuir pas mal de gens : la « cellule de contrôle des logements » quadrille le centre-ville pour vérifier la conformité des habitations (salubrité, normes incendie etc.), avec pour résultats que dans une rue par exemple, 35% des logements ont été fermés ! Et parfois on donne à peine 48 h aux locataires pour partir sous prétexte de salubrité et de responsabilité civile.

Suite à ces nombreuses expulsions administratives, certaines personnes doivent alors retourner dans un abri de nuit. Or c'est très précisément tout ce qu'elles voulaient fuir !

Parallèlement, les contrôles policiers ont augmenté avec pour conséquence que les SDF disparaissent. En fait, ils sont plus cachés...

Nous ne critiquons certainement pas les projets de renouveau de la ville de Charleroi, qui en a bien besoin, mais nous sommes choqués qu'on n'ait pas prévu de plan B pour tous ces gens, qu'il n'y ait pas de véritables solutions de relogement...

Juste Terre ! : Face à cela, quelle est la revendication principale que porte votre association ?

Denis Uvier : Nous on défend le droit à la ville pour



toutes et tous, pas seulement pour les plus nantis. Tout le monde a le droit de résider au centre-ville. Il faut faire de la place et du logement pour tous.

Aujourd'hui, les autorités nient la situation, elles disent qu'il n'y a pas de « gentrification ». Mais la ville basse est en pleine rénovation : un consortium privé en lien avec les pouvoirs publics investit massivement dans des projets immobiliers ambitieux. Si l'objectif est d'attirer au centre-ville des gens qui ont de l'argent, le risque c'est l'apparition de ghettos riches et le développement de la spéculation immobilière, comme ça a été le cas dans toutes les villes qui ont connu ce genre d'évolution.

En fait, au nom de la revitalisation urbaine, on porte atteinte à la dignité d'un public vulnérable. On ne fait pas la chasse à la misère, mais bien aux miséreux ! C'est ça que nous dénonçons, notamment par le biais de la plateforme « Carologement », dont font partie, entre autres, le MOC et la CSC.

Juste Terre ! : Vous dénoncez des failles sur le plan politique mais aussi administratif ?

Denis Uvier : Les autorités ont souvent une guerre de retard et manquent de réactivité. Par exemple, on ferme un bâtiment loué par un marchand de sommeil, mais celui-ci déclare « je m'en fiche, je remettrai des gens dedans dès demain ». Des propriétaires condamnés sur base d'un dossier épais comme une maison continuent de louer sans être tracassés. Ou encore le CPAS qui dit

aux gens : « vous ne pouvez pas loger là, mais restez-y tant que ça marche ... ». Tout le monde semble dépassé !

Et puis on a des cas vraiment scandaleux : suite aux expulsions, on s'est retrouvé avec une famille qui logeait dans une tente dans un jardin ! Il y avait 2 enfants, la grand-mère déficiente mentale, un ado de 14 ans analphabète et la maman prostituée qui portait tout sur le dos. Un propriétaire leur a proposé de louer une pièce (minuscule) en lieu et place de leur tente, mais en même temps il leur a interdit d'aller à la commune pour s'y déclarer. Les gens ont accepté, car ils n'avaient pas le choix. Donc, dans les faits, les pouvoirs publics ont récréé des squats qui font le bonheur des marchands de sommeil ...

Juste Terre ! : Quel est le travail de «Solidarités Nouvelles» face à toutes ces situations de détresse sociale ?

Denis Uvier : Notre travail, c'est le soutien aux locataires. En effet, les gens sont doublement pénalisés : ils vivent dans l'insalubrité, puis ils doivent partir à la va vite. Nous essayons de faire valoir leurs droits en justice. Mais ce n'est pas évident : les gens ont peur, ils ont de fausses croyances sur la justice, ils considèrent que ce n'est pas pour eux et que cela coûte cher. Or, ils sont dans l'urgence, et obtenir gain de cause devant un tribunal, ce n'est pas la préoccupation du moment : on veut se loger, pas se retourner contre le proprio... Sans compter le fait qu'il y a des menaces, de l'intimidation. Notre travail consiste donc aussi à créer les conditions pour que les gens puissent aller en justice faire valoir leurs droits.

Juste Terre ! : Parfois vous semblez avoir aussi l'oreille des décideurs ?

Denis Uvier : On a de longues réunions avec la ville : on y a gagné, car on s'est fait connaître. De plus il y a eu des

Des logements sociaux vides ? Un vrai scandale !





Une image à laquelle « Solidarités Nouvelles » ne veut pas s'habituer ...

avancées depuis 2012 qu'il faut reconnaître : on a mis en place des logements de transit, des logements sociaux supplémentaires... mais le problème reste énorme : sur Charleroi on a 3000 demandeurs de logements sociaux et 1400 logements vides dont une bonne partie car ils sont prévus pour une population avec des revenus moyens ... mais cela n'existe quasi pas au centre de Charleroi ! Nous dénonçons donc ces politiques et nous constatons que la ville et la région font parfois marche arrière.

Juste Terre ! : Quelle est votre position quant aux habitants des campings ?

Denis Uvier : Nous on prône les habitats choisis. Pour les campings on entend beaucoup de personnes dire que c'est un scandale, qu'aujourd'hui 12 000 wallons résident dans ce genre de lieux. Et on tente par tous les moyens de les en faire sortir. Mais on oublie que pour beaucoup de ces gens le camping est une solution au manque de logement. C'est une alternative plutôt sympa pour s'en sortir ! En fait, la précarité on ne la veut nulle part : ni dans les campings, ni dans les centres-villes, ni surtout dans la rue ! Mais où ces gens doivent-ils aller alors ?

Juste Terre ! : Les médias abondent sur la question du « sans-abrisme » dès l'arrivée de l'hiver. Mais une fois le printemps revenu, le problème ne disparaît pas. Comment cela se traduit-il sur le terrain ?

Denis Uvier : A Charleroi, il existe un « plan hivernal » géré par une « plate-forme sans-abri ». Déjà, à la base, nous avons dénoncé par des actions le manque de lits et de logements. Certaines années sur Charleroi on a environ 70 lits pour l'hiver, puis au printemps, du jour au lendemain, on passe à 28 lits car on ferme le bâtiment. Résultat : il y a une montée de violence dans les abris de nuit ! On fait semblant de s'en étonner, mais c'est normal ...

Si le politique se soucie du plan hivernal, « Solidarités Nouvelles » demande avec insistance depuis longtemps un plan « après-hivernal ». Cela passerait par le développement des relais sociaux et par la création

de nouveaux abris de nuit, y compris dans des villes moyennes, car souvent la police amène dans les grandes villes des gens venus d'ailleurs, alors que les services sont à saturation et que cela déracine les gens. Parfois ceux-ci deviennent trop violents. Ils sont sanctionnés et vont ailleurs. En fait, ils tournent, au point qu'à un moment on a parlé d'établir des frontières « intra-belges » pour empêcher ces déplacements... du grand n'importe quoi !

Juste Terre ! : Constatez-vous un « rajeunissement » des personnes qui échouent dans la rue ?

Denis Uvier : Oui, mais il y a des personnes de tous âges. L'autre jour, un jeune en colère me disait qu'on devrait faire payer les vieux pour le monde tel qu'il est devenu aujourd'hui ! Cela m'a estomaqué, car je reconnais que sur le principe il n'a pas tout à fait tort. Mais en même temps il reste seul avec sa colère. Je lui ai rappelé que nos parents et grands-parents se sont battus pour tout ce qu'on a maintenant ...

Et puis je lui ai parlé de nos actions : par exemple à sept sans-abris nous avons occupé l'hôtel de ville, on avait aussi squatté la rotonde du CPAS... Je lui ai dit : « vous vous plaignez, mais nous aussi on en fait des cauchemars quand se profile une expulsion et qu'on ne sait pas ce qui va arriver. Le combat pour nos droits doit se faire *contre le système, pas entre nous* ! »

Juste Terre ! : Cela fait de nombreuses années que vous vous battez pour et avec les « sans-abris ». Qu'est ce qui aujourd'hui vous donne encore la foi et la motivation ?

Denis Uvier : Je reconnais qu'avec l'âge survient une grande lassitude. Je me dis parfois que je n'ai plus la force. Ainsi, rien que depuis décembre dernier on a enterré huit sans-abri avec le « Collectif des morts de la rue » ... c'est très dur ! Parfois, j'ai peur d'aller dormir, je ferme les yeux et ça commence ... je revois toutes ces histoires, ces expulsions, cette violence... Pour sortir tout ça de ma tête je fais de la méditation, et j'arrive quand même le plus souvent à aller au boulot en chantant ...



Belgique, 2016 : ici « logent » des êtres humains...

Mais parallèlement, le monde tel qu'il tourne aujourd'hui sur le plan économique et politique me donne de quoi rester en colère contre ceux qui en établissent les règles. Sur certains points, on est retourné 20 ans en arrière et c'est cette colère qui me maintient en veille.

Ce qui me motive aussi ce sont des avancées individuelles, car il y en a : c'est par exemple Piet, un SDF flamand qui a eu le déclic. Il s'en est sorti et vient de publier un livre.

C'est aussi un gars que je rencontre dans un bus et qui me dit « Salut Denis tu te souviens de moi ? Aujourd'hui, j'ai repris pied, j'ai trouvé un job et un logement ... ». Je lui dis alors : « Merci pour ce rayon de soleil ! ». C'est ça qui fait tenir dans la grisaille. Ce sont des cadeaux de la vie sans lesquels je n'aurais pas tenu 23 ans de travail en rue, auxquels il faut rajouter mes 6 ans de vagabondage.

Juste Terre ! : Vous voyez quand même des signes d'espérance ?

Denis Uvier : Les luttes n'ont jamais cessé ! Et moi, dans mon quotidien, je vois partout des citoyens debout : c'est un groupe qui sert quotidiennement de la soupe et des dîners au sans-abri ; ce sont des artistes qui décident de réaliser de petites unités de logement sur une friche industrielle ; ce sont les jeunes de « Nuit Debout ! » ; c'est la télé qui vient filmer une expulsion ; ce sont les marches des sans-abris ; c'est le projet « Bonjour », soutenu par Action Vivre Ensemble, qui organise des visites à l'hôpital pour les SDF ... la solidarité a toujours été en marche et on ne l'arrêtera pas de sitôt !

Juste Terre ! : Quel message auriez-vous envie de transmettre aux gens qui veulent soutenir votre association ?

Denis Uvier : J'ai envie de secouer les gens. J'ai envie de leur dire « la vie ce n'est pas juste, tu nais puis tu meurs. *La vie c'est aussi une histoire que chacun a le droit de construire. On ne peut pas enlever ça à ceux qui n'ont pas eu de chance !* »

Aujourd'hui, on veut essayer de cacher les « sans-abri », on veut faire comme s'ils n'avaient par eux-aussi droit à une histoire !

« Ouvrez donc les yeux et allez à la rencontre de ces gens. Et n'oubliez pas : aujourd'hui c'est eux, mais demain ce sera peut-être vous ! »

C'est d'ailleurs le même message que j'ai envie d'envoyer aux politiciens. Et j'ai déjà interpellé monsieur Magnette dans ce sens : « *Monsieur le Ministre-Président, si un jour par malheur vous devenez SDF, eh bien on acceptera de vous aider quand même !* »

Propos recueillis par

■ **François Letocart**
Chargé de communication

TÉMOIGNAGE

Guy est un pur ardennais, atterri en 1992 à Charleroi au gré de son travail dans le bâtiment. Hélas pour lui, son physique le lâche et son employeur aussi... commence alors la galère : enchaînement de petits boulots, entrecoupé de périodes de chômage, puis de CPAS. Et Guy de découvrir que quand on est au fond du trou, le logement est au centre de toutes les préoccupations.

« En 20 ans, j'ai connu 13 logements différents, soit plus d'un tous les deux ans ! J'ai notamment dû quitter mon habitation 3 fois en raison d'expulsions « sauvages » (ndlr : lorsque le propriétaire met unilatéralement fin au bail, en toute illégalité), 2 fois pour cause de fermeture de bâtiment

(surpeuplement et non-conformité aux normes incendie), 2 fois suite à des séparations, 1 fois à cause de la perte de mon emploi (je logeais dans un logement de l'entreprise), 1 fois suite à un préavis du propriétaire... Et cela sur les communes de Gilly, Jumet, Lodelinsart, Marchienne, Monceau... *De toutes ces épreuves, il a fallu se relever. Eprouvant ! Surtout quand tous les biens matériels ont aussi été perdus. Chaque fois il a fallu recommencer, chaque fois ce même combat pour se refaire « une nouvelle vie ». Avec les privations, pas étonnant que souvent le moral plonge au niveau des chaussettes. J'ai perdu des garanties locatives, des mois de loyer payés à l'avance, j'ai été menacé, j'ai reçu des coups, on a « visité » mon domicile en mon absence, et*

j'en passe... Il en faut de la volonté pour aller de l'avant, ne pas baisser les bras et se battre pour garder la tête hors de l'eau.

Mais si j'ai vu beaucoup de portes se fermer, j'ai aussi été aidé et j'ai souvent pu trouver des solutions de dernières minute : ainsi, par exemple, une connaissance m'a hébergé un temps dans une caravane. C'est la raison pour laquelle j'ai réussi à éviter de tomber dans la rue. Beaucoup n'ont pas eu cette chance...

Parfois on se dit : « ce logement est pourri, ce n'est pas ce qu'il me faut, mais je n'ai pas le choix, je le prends. C'est ça ou la rue ». Je me souviens par exemple d'un studio sans chauffage : il y avait des radiateurs, mais la chaudière n'avait jamais été installée.

Lorsqu'on me parle de droit au logement, je pense – en toute modestie – savoir de quoi on cause ! Mais dans ma réalité à moi, je n'ai pas eu le temps de m'en préoccuper beaucoup. L'urgence c'était avant tout de retrouver vite un toit. Quand on est dans des situations de détresse, on privilégie la recherche immédiate d'un logement et puis le temps qui reste on le consacre à se reconstruire soi-même ! Du coup, on laisse parfois tomber les démarches en justice, ce qui contribue à perpétuer le système et les injustices. Le chemin est déjà suffisamment long pour se refaire !

Aujourd'hui, j'ai retrouvé un logement privé via l'Agence Immobilière Sociale. Même si le bâtiment dans lequel je vis est sur le point d'être revendu, j'ai bon espoir de pouvoir rester, car les premiers contacts avec le nouveau proprio se sont bien passés.

Comme je retrouve un peu de stabilité et de temps pour moi, j'ai maintenant envie d'en donner aussi pour les autres. C'est la raison pour laquelle, je m'implique actuellement dans les activités du DAL (Droit au Logement) de Charleroi. Se mobiliser pour une solidarité entre



celles et ceux qui comme moi connaissent les difficultés du « sans-abrisme », ça coule de source pour moi ! Et mon engagement aujourd'hui, c'est un peu une manière d'obtenir justice sur mon passé. Ensemble, on est plus forts face aux épreuves de la vie... c'est cette conviction que je retrouve dans toutes les initiatives de «Solidarités Nouvelles» et c'est pour cela que je me bats désormais tous les jours ».

D'après **Solid'R**, n°1 – décembre 2014

Pour aller plus loin, consultez nos analyses sur www.vivre-ensemble.be

Femmes en errance : sortir de l'invisibilité

Les femmes sans abri, c'est une réalité trop invisible de nos villes ; une réalité différente de celle de leurs compagnons d'infortune masculins. Elles ont des besoins spécifiques qui ne sont pas souvent rencontrés. Découverte d'une réalité ignorée... et d'une association qui les aide à reprendre pied.

Face à l'injustice sociale : concurrents ou alliés ?

Dans notre société, le discours dominant nous veut autonomes, actifs ; il nous revient de prendre notre vie en main. Ce qui est valorisé, c'est la réussite individuelle. Cette façon d'envisager les choses nous divise et nous met en concurrence : travailleurs et chômeurs, bons et mauvais pauvres. Les uns actifs et méritants, les autres passifs et profiteurs.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@vivre-ensemble.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Ed. responsable A. Simonazzi | Maquette et Impression Unijep Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Action Vivre Ensemble - IBAN BE34 0682 0000 0990 - Merci